

[Visualiser la page source de l'article](#)

Le résultat des législatives installe un nouveau logiciel institutionnel que ne maîtrisent pas les partis

Coalition : ils ne savent pas faire

À gauche, LFI et socialistes n'arrivent pas à s'accorder sur un éventuel futur Premier ministre. À droite, Les Républicains - dont la quarantaine de sièges à l'Assemblée pourrait faire d'eux des faiseurs de rois - ont dit ne vouloir « ni coalition ni compromission ».

« Les électeurs ont dit pour partie ce qu'ils voulaient, et pour partie ce dont ils ne voulaient pas », observe Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de l'institut de sondage Harris Interactive. Mais au final, cela « ne donne pas de mandat » à quiconque.

« En France, on n'a pas l'habitude de faire de coalition. Dans quasiment tous les pays on sait faire. Nous non », explique Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman, pour qui la France entre ces jours-ci « en terre inconnue » faute de disposer du bon « logiciel » politique. « Il faut sortir un petit peu des postures, des zones de confort, des couloirs idéologiques pour essayer de dire : les Français ont voulu ça, qu'est-ce qu'on peut faire pour leur donner satisfaction ? », explique-t-elle.

Les enquêtes d'opinion publiées cette semaine ne permettent pas d'éclaircir la situation.

Un sondage de l'institut Elabe montrait ainsi qu'aucune des principales hypothèses de gouvernement (gauche seule, coalition gauche/centre-droit, ou alliance centre/gauche/droite) ne parvenait à convaincre une majorité des répondants. Un autre sondage, de l'institut Odoxa,

indiquait même que seuls 43 % des Français étaient en faveur d'une coalition, quand toute alternative est impossible.

Les partis semblent aux abois, leurs leaders s'employant davantage à éliminer de potentiels partenaires qu'à rechercher un terrain commun. Les programmes politiques ont été peu abordés.

Mercredi, Emmanuel Macron demandait aux « forces politiques républicaines » de « bâtir une majorité solide ». Vendredi, le président de la République déplorait le « spectacle désastreux » donné par son propre camp, qui peine à s'unir derrière son chef de gouvernement Gabriel Attal.

« Les partis politiques raisonnent dans leurs têtes comme si on était toujours dans le système antérieur », analyse Olivier Beaud, professeur de droit public à l'Université Paris-Panthéon-Assas. « Du point de vue des mœurs politiques, il va falloir des changements très rapides de l'esprit français ».

La présidentielle de 2027 se profile et la cheffe de l'extrême droite Marine Le Pen pourrait profiter du tumulte actuel pour accéder à l'Élysée. En Italie, une profonde crise politique avait amené en 2021 l'ex-président de la Banque centrale européenne Mario Draghi à former un gouvernement d'union nationale. Moins de deux ans plus tard, la leader d'extrême droite Giorgia Meloni parvenait au pouvoir.

AFP